Bosnie-Herzégovine : tout le pouvoir aux Plénums ?

vendredi 28 février 2014, par KAPOVIC Mate (Date de rédaction antérieure : 22 février 2014).

Cela fait deux semaines qu'a commencé la rébellion bosniaque [1]. L'un des développements les plus positifs du mouvement de protestation en Bosnie a été la naissance d'assemblées démocratiques directes. Cet article présente les enjeux de la démocratie directe aujourd'hui.

Sommaire

- Les plénums
- Que faire ?
- Est-ce que le plénum devrait
- Démocratie directe et capitali

Un sondage a récemment montré que 88 % de l'ensemble de la population en Bosnie Herzégovine soutient la protestation. Celle-ci continue mais désormais par des manifestations pacifiques et, du coup, l'attention des médias n'est plus aussi importante, même si ces mouvements restent un sujet de discussion important dans toute la région. Quoi qu'il en soit, il se pourrait que le centre névralgique du mouvement de protestation se soit maintenant déplacé au sein des « plénums de démocratie directe » (assemblées générales) qui ont émergé en Bosnie-Herzégovine.

Les plénums

Les assemblées générales, selon leurs diverses formes, sont une expression de l'auto-organisation en démocratie directe des opprimés en temps de révolte, de révolution, de grève ou de rébellions depuis très longtemps (comme en 1905 et en 1917 lors des révolutions en Russie, en 1936 en Catalogne ou en 1956 en Hongrie). Une version primitive de ces types d'assemblée générale était déjà présente dans l'ancienne Athènes lorsque de nombreux « théoriciens de l'Utopie » ont imaginé une sorte d'agora permanente dans leur projet d'une société démocratique à venir.

La soudaine émergence des plénums dans une grande partie de la Bosnie-Herzégovine a vraiment pris tout le monde par surprise. On pourrait même dire que les plénums sont eux-mêmes le plus important développement positif du mouvement de protestation en Bosnie-Herzégovine pour l'instant. Le premier plénum est apparu à Tuzla, le centre et le point de départ du mouvement de protestation, où les manifestants étaient les plus organisés et les plus structurés depuis le début. Après quoi, des plénums ont commencé à apparaitre dans d'autres villes aussi, en prenant Tuzla comme exemple.

Il y a maintenant des plénums dans les villes de Sarajevo (la capitale), Tuzla, Zenica, Mostar, Travnik, Brčko, Goražde, Konjic, Cazin, Donji Vakuf, Fojnica, Orašje et Bugojno. A l'heure où nous écrivons, des sessions régulières ont lieu, au sein desquelles les gens discutent de problèmes politiques et dressent des revendications face au gouvernement (la plus répandue étant la révision

des plans de privatisation, des revendications sociales diverses, lea suppression des privilèges de la caste politique, etc.). Il y a aussi des efforts réalisés pour coordonner les plénums existants à un niveau central afin de développer des revendications générales et non pas uniquement locales. Un premier plénum conjoint est planifié à Sarajevo avec la présence de délégations des plénums locaux.

Ce n'est pas la première fois que le mot plénum est utilisé dans la région avec cette signification concrète, en faisant référence à des assemblées générales de démocratie directe. La première fois que le mot a été utilisé dans ce sens ce fut pendant la grande vague d'occupation des universités en Croatie en 2009 [2]. La même appellation est apparue plus tard, en 2010, lors des occupations d'universités en Autriche et en Allemagne (bien qu'un lien direct avec le mouvement étudiant croate ne soit pas clairement établi et qu'il puisse s'agir d'une coïncidence étonnante), ainsi que lors des mouvements d'occupation étudiante en Slovénie et en Serbie en 2011 (qui étaient quant à eux directement influencés par le mouvement étudiant Croate).

Les protestataires qui organisent les plénums en Bosnie-Herzégovine confirment publiquement qu'ils utilisent l'expérience du mouvement étudiant croate ainsi que leur manuel sur le « comment-faire-une-assemblée-générale », appelé « The Occupation Cookbook » [3]. Bien entendu, ces plénums sont aussi très similaires aux assemblées générales dont le monde a été témoin en 2011 lors du mouvement Occupy Wall-Street. De ce point de vue, on peut clairement identifier des mécanismes communs à ce type d'organisation horizontale partout dans le monde et qui a des racines anciennes qui se sont vues revigorées ces derniers temps.

Que faire ?

En Bosnie-Herzégovine, le plénum s'est certainement révélé comme une méthode extrêmement utile pour organiser la protestataires et articuler leurs revendications. Ces derniers jours, on voit des signes d'évolution des plénums, au fur et à mesure que leur structure se complexifie. De fait, tout comme pendant le mouvement étudiant croate ou pendant Occupy Wall Street, le Plénum de Tuzla a organisé des groupes de travail qui traitent de sujets en particulier, imitant les ministères du canton de Tuzla : l'éducation, la science, la culture et le sport, le développement et l'entrepreneuriat, l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement, la coordination avec les travailleurs, les soins de santé, l'administration de la justice et la gouvernance, l'industrie, l'énergie et les mines, les affaires intérieures, l'agriculture, la gestion des eaux et forêt, le commerce, le tourisme, la communication et les transports, la politique et le travail social, les finances, les problèmes des vétérans de guerre et les problèmes légaux.

Mais les plénums ne sont pas exempts d'erreurs. Premièrement, ils sont sans doute un moyen utile d'organiser les protestataires, mais ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population. Il y a en Bosnie-Herzégovine des plénums qui rassemblent 1 000 personnes en assemblées. Mais 1 000 personnes à Sarajevo, cela ne peut représenter l'ensemble de la ville qui compte plus de 300 000 habitants. Sans parler du fait que les plénums sont souvent censés représenter non seulement la ville mais aussi le canton, alors que pour les gens en dehors des centres urbains, se rendre au plénum peut être couteux en termes de temps et d'argent.

Bien sûr, même si tout le monde savait participer, il serait impossible d'avoir une assemblée générale avec 10 000 personnes. Ainsi, en tenant compte du fait que la démocratie bourgeoise a aussi bien des ratées et reste une forme de démocratie très limitée, il faut quand même essayer de faire de la démocratie directe la forme la plus étendue et participative possible. Les plénums unifiés au niveau des villes ou des cantons sont un excellent point de départ pour organiser le mouvement de protestation, mais ils ne peuvent pas être la solution finale. Il y a déjà maintenant des plénums

dans des villes plus petites (comme Cazin, Fojnica ou Donji Vakuf), qui ne sont pas des centres de cantons et qui traitent de questions plus locales (et sans une vision globale de politique cantonale), mais il ne semble pas y avoir de coordination au sens strict entre les plénums aux différents niveaux (ce qui n'est pas nécessairement une surprise à ce stade de développement des plénums).

Il y a ici un certain nombre de problèmes en jeu. L'un est de savoir comment les plénums vont maintenir leur nombre de participants après les révoltes (dont la fin arrivera à un moment ou à un autre) et lorsqu'ils auront perdu leur aura de nouveauté. Cela semble avoir été un des grands problèmes du mouvement des étudiants croates, dont les plénums ont progressivement diminué après la fin des occupations et ont finalement tout doucement cessé de fonctionner, dans certains cas après quelques années – il faut toutefois remarquer que, au moins dans certaines universités, les plénums continuent à exister d'une certaine façon, puisqu'ils peuvent toujours être rassemblés lorsqu'on estime que c'est nécessaire. L'avenir des plénums en Bosnie-Herzégovine dépendra en partie de leur succès. Certaines victoires ont déjà été engrangées : par exemple le fait qu'à Tuzla les politiciens ont cédé à la revendication du plénum et renoncé à une partie de leurs privilèges (une année de salaire après avoir quitté leur charge).

Mais cela reste difficile de vouloir qu'il y ait une présence massive aux plénums pour toujours. Les gens ont leurs propres centres d'intérêts et ils doivent quand même continuer à travailler pour vivre (s'ils sont suffisamment chanceux d'avoir un travail puisque le taux d'emploi est de 45 % en Bosnie-Herzégovine). On ne peut pas vraiment attendre d'une personne qui aura travaillé 8 heures (ou plus) par jour qu'elle passe en plus quelques heures à l'assemblée (si nous voulons atteindre un certain niveau de démocratie directe, il faudra bien entendu obtenir une réduction de la journée de travail). De plus, il n'est pas vraiment réaliste d'envisager que tout le monde pourra décider de tout, tout le temps.

Ceci dit, l'idée de démocratie directe n'est pas celle de tout le monde décidant de tout, tout le temps. La question clé est qu'une démocratie directe doit donner la possibilité à tout le monde de décider directement de certaines questions (si c'est ce qu'ils veulent faire). On devrait donc pouvoir, en théorie, voter sur tout directement, mais dans la pratique, on ne le fera que lorsqu'on le voudra ou lorsqu'il y aura des décisions importantes à prendre.

Dans la démocratie représentative bourgeoise, ce n'est généralement pas possible (des exceptions comme la Suisse, qui pratique beaucoup de référendums, sont assez rares), parce que la plupart des décisions sont prises par des représentants élus qui font grosso modo ce qu'ils veulent pendant leur mandat. Dans un système de démocratie directe, la différence réside surtout dans le fait que les représentants élus ne peuvent pas vraiment faire ce qu'ils veulent ou prendre leurs propres décisions (exception faite de décisions moins importantes ou techniques dans les affaires courantes), mais doivent agir sur base de mandats impératifs, c'est-à-dire des décisions générales prises par l'assemblée et qu'ils ne peuvent qu'appliquer telle quelle.

Ces « représentants » devraient plus être comme des administrateurs révocables à n'importe quel moment (à nouveau, par décision de l'assemblée générale, par référendum ou par un autre moyen de démocratie directe) si les gens n'approuvent pas leur travail. Combien de décisions seraient laissées au « pilote automatique administratif » (si nous étions content de son travail) et combien seraient prises en charge par tout le monde aux niveaux local, des villes, des régions et du pays, est une question de choix, de circonstances concrètes et de nécessités politiques.

_Est-ce que le plénum devrait être institutionnalisé ?

L'origine de la légitimité politique des assemblées générales est claire. C'est simplement le fait que ce sont tous les gens ensemble, dans des assemblées complètement ouvertes, où tout le monde peut parler et voter selon les mêmes conditions pour décider de leur vie. Le plénum ne requiert donc pas la légitimité de qui que ce soit, il la prend, tout simplement. Actuellement, les plénums de Bosnie-Herzégovine n'ont pas de pouvoir légal officiel, mais leur influence tient surtout à la peur du gouvernement qu'un mépris de leurs revendications ne mène à des protestations violentes qui mettraient les bâtiments gouvernementaux en feu dans tout le pays.

La grande question reste de savoir comment les plénums vont réussir à dépasser ce qu'ils sont pour l'instant (le corps organisé de la protestation) afin de devenir des structures permanentes de décision politique. Est-ce que les plénums vont même réussir à continuer à fonctionner après les protestations ? Un autre problème est de savoir si leur fonctionnement potentiel futur sera informel (comme il l'est maintenant), comme une sorte de structure politique parallèle non-officielle articulant les intérêts des « 99 % », ou s'ils deviendront une sorte de structure politique officielle et légale (ce qui semble peu probable pour le moment). Beaucoup de gens sont enthousiasmés par les plénums en Bosnie-Herzégovine et y prennent part de manière quotidienne. Cependant, il ne semble pas y avoir de demande pour une reconnaissance officielle des plénums par la loi ou pour leur donner un pouvoir institutionnel (sans parler de l'absence d'appel pour des plénums organisés sur les lieux de travail).

Au-delà de la revendication de la démocratie directe de manière générale (sans entrer dans le détail de la façon dont cela devrait fonctionner), il serait bon que les plénums de Bosnie-Herzégovine évoluent plus loin que le niveau local (sous le niveau des plénums qu'il y a actuellement dans les villes et les cantons) et au-delà du niveau de l'État (au dessus du niveau des plénums qu'il y a actuellement dans les villes et les cantons). Il n'est pas nécessaire de précipiter les choses prématurément puisque les plénums sont encore une nouveauté politique, mais nous pourrions tout de même commencer à envisager la façon d'organiser localement les plénums (au niveau des communautés locales, des municipalités, des districts, etc.), de les coordonner au niveau des villes et des cantons et de remplacer les plénums des villes unifiées qui existent actuellement mais qui n'est pas vraiment représentatif.

Bien entendu, la question est celle de la faisabilité de ces plénums plus petits. Il est fort possible qu'il n'y ai pas assez d'intérêt pour la participation à des plénums plus petit et locaux, il faudrait donc probablement continuer à essayer de les organiser en attendant qu'un intérêt organique pour ceux-ci naisse d'en bas. Le pas suivant serait d'essayer de coordonner et même de fédérer si possible les plénums au niveau du pays tout entier. Comme déjà dit, il y a déjà des efforts en cours en Bosnie-Herzégovine pour essayer de coordonner tous les plénums des villes ou des cantons qui existent déjà, ce qui est réellement un important point de départ.

Il semble évident qu'une chose de cette ampleur ne sera pas réalisé en deux jours et que ce sera de toute façon compliqué. La « démocratie des plénums » sera clairement compliquée, que ce soit au niveau local ou au niveau central, de la même manière que le système représentatif est lui aussi vraiment complexe. Le système pourrait fonctionner de bien des façons différentes et en combinaison avec d'autres formes de démocratie directe, comme des référendums à différents niveaux – des municipalités locales au pays dans son ensemble. Il est aussi très clair qu'il faudra faire beaucoup d'expériences pour essayer de trouver la meilleure façon de faire fonctionner ce genre de processus de décision.

Quoi qu'il en soit, si l'on veut que les plénums de Bosnie-Herzégovine survivent, ce genre

d’expériences semble nécessaire. Une manière de commencer pourrait être pour l’instant d’essayer d’organiser autant de plénums locaux que possible et d’essayer d’arranger des discussions locales sur un certain nombre de sujets importants et ensuite de tenter de trouver des conclusions communes et/ou des revendications communes à l’ensemble du pays. Ce genre de système devrait inévitablement être tout sauf parfait, du moins au début, mais il serait en tout cas bien plus démocratique que n’importe lequel des modèles de processus de décisions qui existent dans la démocratie représentative bourgeoise (ou dans le parlementarisme capitaliste, comme l’appelle Alain Badiou).

En tout les cas, nous ne pouvons qu’espérer un appel à « l’institutionnalisation » des plénums (ou de la démocratie directe en général) soit inclus dans les futures revendications du mouvement. Bien sûr, il ne faut pas non plus être trop naïf ou optimiste, mais cela vaut aussi pour le pessimisme inutile qu’il faut éviter. Pour le moment, un des porte-paroles des protestataires de Tuzla a déclaré dans une interview qu’il ne pense pas que les plénums puissent fonctionner au niveau du pays entier, mais qu’il est possible qu’on trouve la manière, dans le futur, de rendre chacun capable de prendre une place égale dans le processus de décision, même au niveau de l’État. Mais, en vérité, la technique pour cela existe déjà et elle s’appelle Internet, dont on a déjà prouvé l’importance pour organiser la protestation et les plénums jusque maintenant.

Bien qu’il soit évidemment impossible avec Internet de créer la possibilité pour tout le pays de prendre part à une assemblée générale géante (qui serait de toute façon ingérable), il peut aider à coordonner des plénums séparés et de tous les niveaux. Avec la technologie que nous avons maintenant, il n’est plus nécessaire d’envoyer les décisions des plénums via des courriers ou des délégués comme c’était le cas dans la Russie de 1917 ou en Catalogne en 1936. Internet peut nous aider dans les prises de décision par référendum. S’il est déjà possible d’organiser des « e-voting » dans le cadre de la démocratie représentative bourgeoise et qu’on peut transférer en toute sécurité les données d’un fond bancaire à l’autre, pourquoi serait-il impossible de voter par e-referendum et de coordonner démocratiquement les demandes et les décisions des assemblées générales des différents niveaux via Internet ?

Inutile de dire qu’il ne faut pas non plus se lancer dans un fétichisme idéologique, mais qu’il est ridicule d’agir comme si nous étions encore en 1871. Si les forces anti-système gagnent, elles devront être plus modernes que ne l’a été le pouvoir en place.

La technologie existe déjà, le problème réside plus dans son utilisation afin de rendre notre société plus démocratique. Bien entendu, un des plus gros problèmes à résoudre sera de gérer ceux qui veulent profiter de la situation actuelle, c’est-à-dire l’oligarchie politique et capitaliste. La démocratie directe doit certainement s’opposer de manière frontale à tous les intérêts matériels particuliers et il ne fait aucun doute que ceux-ci résisteront de manière important (et qu’ils le font déjà).

Démocratie directe et capitalisme

Il est clair que la démocratie directe n’est pas une fin en soi. Une lutte pour une société plus démocratique est nécessairement liée à une lutte pour l’équité et la justice sociale (entre autres), et avec un combat contre le capitalisme. N’avoir qu’un système de démocratie directe, mais avec les biens, les ressources et les médias encore dans les mains de la classe capitaliste et avec leur hégémonie libérale encore intacte, ne permettra pas réellement d’arriver à un changement. De la même manière que la « démocratie » que nous avons maintenant est pervertie et soumise aux besoins du maintien du statu quo, la démocratie directe pourrait elle aussi être détournée. On peut

le voir dans les cas de la Suisse et de la Californie, qui organisent régulièrement des référendums mais où les intérêts du capitalisme sont encore étroitement protégés grâce à son appropriation des grands médias et aux ressources nécessaires pour faire des campagnes qui influence la grand public, etc. On peut prendre en exemple le référendum au cours duquel les Californiens ont décidé de voter « non » à une labellisation des OGM en 2012 (ce à quoi a largement contribué la campagne pour le « non » payée 45 millions de dollars par Monsanto), ou le vote contre la limitation des niveaux de salaires en Suisse en 2013 (là aussi grâce à une féroce campagne financée par les « 1 % »).

Le capitalisme, qui est par définition de la corruption légale, est incompatible avec une véritable démocratie. Le maintien d'une société non-capitaliste, comme le montre les expériences du « socialisme réel » au XXe siècle, est aussi impossible sans une sorte de démocratie (directe) qui puisse prévenir la centralisation du pouvoir – tout comme il est impossible d'avoir une société non-capitaliste dans un seul pays. De ce fait, un combat pour la démocratie directe doit nécessairement être lié avec l'anticapitalisme, et les assemblées générales ne devraient pas être revendiquées seulement pour les villes, les municipalités et les pays, mais aussi pour les entreprises, les usines et les bureaux.

Bien sûr, le problème en Bosnie-Herzégovine est que la rébellion n'y est pas ouvertement anticapitaliste. Il y a beaucoup de sentiments anticapitalistes inconscients et naturels (par exemple dans la discussion sur les privatisations), mais elle encore très loin d'être un mouvement anticapitaliste conscient. En même temps, cela ne veut pas dire que combattre pour la démocratie directe en Bosnie-Herzégovine est une perte de temps, puisque les pratiques de démocratie directe sont par essence elles-mêmes une partie d'un combat plus large et anticapitaliste.

Il est inutile de préciser que nous ne pouvons pas prédire le futur. Il était impossible d'imaginer il y a seulement deux semaines que des assemblées générales allaient émerger partout en Bosnie-Herzégovine. Pour l'instant, il est totalement irréaliste d'attendre un quelconque développement rapide d'une infrastructure politique stable basée sur les assemblées générales ; une sorte de démocratie des plénums (même informelle) en Bosnie-Herzégovine. Mais il n'est pas nécessaire de précipiter les choses. Un approfondissement du processus démocratique pourrait les voir évoluer en une lutte pour la justice économique et sociale. De la même manière, le développement des plénums ne signifie pas que d'autres formes d'organisations (comme les syndicats combattifs, et d'autres formes variées d'initiatives antisystème informelles ou même les partis anticapitalistes) doivent être délaissées.

En tous les cas, même si tout devait s'arrêter maintenant en Bosnie-Herzégovine, nous avons réalisé beaucoup de choses. Il faut se souvenir du fait que les plus grands changements sociétaux et politiques ne se passent pas en un jour et que les véritables transformations progressistes sont toujours difficiles et désordonnées, avec beaucoup de faux pas, d'essais et d'erreurs. Une révolution ne peut pas se passer en un jour ; c'est avant tout un processus long. Il y a encore beaucoup de choses dont les protestataires doivent se rendre compte en Bosnie-Herzégovine. Mais en tout les cas, la gauche internationale doit garder les yeux rivés sur ce pays parce qu'il s'y passe des choses de grande importance. Des choses qui ne sont pas seulement importantes pour les citoyens du pays et de la région, mais aussi pour le monde – comme source d'inspiration et pour apprendre comment nous devons nous battre pour un monde meilleur. ■

Mate Kapovic, Zagreb, le 22 février 2014

P.-S.

* Cet article a été d'abord publié par le magazine électronique ROAR (Reflections on a Revolution) : http://roarmag.org Il est disponible en anglais sur ESSF.

* Traduit de l'anglais pour par Sylvia Nerina. Publié sur Inprecor http://www.inprecor.fr/

* Mate Kapović est enseignant à l'Université de Zagreb (Croatie) et militant politique de gauche.

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 31214), Bosnia on fire : a rebellion on Europe's periphery.

[2] Voir sur ESSF (article 31215), Two years of the struggle for free education and the development of a new student movement in Croatia.

[3] http://fr.scribd.com/doc/50823076/The-Occupation-Cookbook